



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 108 – 14 avril

Faits saillants

- 1,5 Md CHF supplémentaires pour l'Ukraine d'ici à 2028
- Diffusion continue de la pénurie de médicaments vitaux
- Crédit Suisse: rejet par le Parlement des crédits d'engagement urgents octroyés par la Confédération

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 13/03	Var. vs 05/03
EUR/CHF	0,9819	-0,9 %
USD/CHF	0,8915	-1,5 %
SMI	11 259	+1,3 %
Taux 10a	1,025 %	-10 pb

Guerre en Ukraine

Aide humanitaire : Dans le cadre de sa stratégie de coopération internationale 2025-2028, le Conseil fédéral a confirmé son souhait de soutenir l'Ukraine au titre de son aide humanitaire sur la durée. 1,5 Md CHF seront ainsi débloqués d'ici à 2028, en complément des 300 M CHF déjà prévus pour les années 2023 et 2024.

Macroéconomie

Inflation : L'indice des prix à la production et à l'importation a progressé de +0,2 % entre février et mars 2023. L'augmentation des prix de l'alimentaire a principalement tiré l'indice des prix à la production à la hausse (+0,3 % en glissement mensuel) tandis que la baisse du prix des hydrocarbures n'a pas suffi à soutenir un repli des prix à l'importation (+0,1 %), contrebalancée par la hausse des prix des véhicules et de leurs composants. En glissement annuel, l'indice enregistre une hausse de +2,1 % (après +2,7 % en février).

Aide publique au développement : Fortement sollicitée par la guerre en Ukraine et les coûts dédiés à l'accueil des réfugiés, l'aide publique au développement (APD) helvétique s'est accrue en 2022 pour atteindre 4,3 Mds CHF, soit 0,56 % du revenu national brut (+6 points de base en g.a). La Suisse se classe ainsi 9^{ème} parmi les 26 pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE mais reste en deçà de l'objectif de 0,7 % d'APD/RNB fixé par l'ONU. En comparaison, si la France se classe derrière la Suisse (10^{ème} avec 0,56 % en APD/RNB), elle enregistre le 5^{ème} volume (15,9 Mds USD) le plus élevé, la Suisse se classant, sur cet indicateur, au 12^{ème} rang.

Faillites : Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), 15 000 procédures de faillite de sociétés et de personnes ont été ouvertes en 2022, soit une hausse de 6,6 % en g.a. Si l'augmentation s'avère plus faible que celle observée entre 2020 et 2021 (+9,1%), elle reste deux fois plus élevée que le taux moyen observé entre 2014 et 2019.

Secteur financier

Crédit Suisse : Le Conseil national a rejeté les crédits d'engagement urgents octroyés par la Confédération dans le cadre du rachat de Crédit Suisse, au contraire du Conseil des Etats (représentant les cantons) qui les avait approuvés plus tôt cette semaine. L'enveloppe de 109 Mds CHF se compose d'un (i) crédit de garantie contre le risque de défaillance de 100 Mds CHF, mis à disposition de la BNS et destiné à couvrir les prêts accordés sous forme de liquidités à CS, et d'un (ii) crédit de garantie de 9 Mds CHF contre les pertes liées au rachat, directement octroyé à UBS. Si la décision du Parlement n'a aucun effet législatif - le Conseil fédéral peut arrêter des crédits d'engagement urgents avant leur approbation par le Parlement à condition de requérir l'assentiment de la

Délégation des finances du Parlement, obtenu le 19 mars -, elle envoie un signal politique fort au gouvernement et apparaît comme un désaveu pour la Conseillère en charge des Finances, Karin Keller-Sutter.

Retraites : La caisse fédérale de retraites PUBLICA, une des plus grandes caisses de pensions suisses, a enregistré une performance globale de -9,6 % en 2022, contre +4,4 % en 2021, principalement en raison des turbulences qui ont ébranlé les marchés financiers. Affectée par les mauvais rendements obligataires et en actions, PUBLICA a adapté sa stratégie d'investissement pour accroître la diversification de son portefeuille tout en poursuivant ses efforts en matière d'investissement responsable, (i) en optimisant l'indice boursier climatiquement efficace, d'une part, et (ii) en élargissant les exclusions de cet indice pour les entreprises extractrices de charbon et les entreprises productrices d'électricité à partir de charbon, d'autre part. En outre, la caisse a publié pour la première fois un rapport global sur l'investissement durable, reprenant les prescriptions du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques.

Secteurs non financiers

Santé : La pénurie de médicaments s'étend : début avril, 156 produits considérés comme vitaux se trouvaient en rupture partielle ou totale, contre 125 début février. Au total, plus de 1 000 produits sont concernés par la pénurie actuelle, d'une ampleur plus marquée qu'au mois de mai 2020, lors du pic de pandémie de Covid-19. Les mesures ciblées de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et de la task force « pénurie de médicaments » visent à atténuer les effets des tensions d'approvisionnement à court terme. C'est dans ce contexte que 16 associations, organisations et entreprises du système de santé ont lancé une initiative populaire le 4 avril avec pour propositions (i) la création d'une compétence fédérale pour l'approvisionnement en biens médicaux en lieu et place des 26 compétences cantonales ; (ii) le renforcement des chaînes de R&D, de production et de stockage sur le territoire national et (iii) la création de chaînes logistiques fiables avec l'étranger – la taille du marché rendant la Suisse moins attractive pour les fournisseurs.

Caisses maladie : Selon SantéSuisse, principale organisation de la branche de l'assurance-maladie, les coûts de la santé ont déjà augmenté de +7,5 % par habitant sur les deux premiers mois de 2023. Cette dynamique pourrait favoriser une nouvelle hausse des primes en 2024, après un bond de +6,6 % en 2023. L'an passé, le déséquilibre entre les dépenses supportées par les assurances et les recettes des primes avait entraîné une perte de 1,5 Md CHF pour les caisses maladie. Le rythme d'augmentation des primes étant plus rapide que celui des salaires, l'annonce d'une nouvelle hausse à l'automne prochain pourrait alourdir le budget des ménages. Actuellement, la prime moyenne pour les adultes s'élève à 397 CHF par mois, à 280 CHF pour les jeunes adultes et à 105 CHF pour les enfants. Selon un récent sondage de l'organisation Pro Familia, plus de la moitié des familles affirment avoir renoncé à un traitement médical ou thérapeutique au moins une fois pour des raisons financières. La réduction des coûts des primes d'assurance maladie figure d'ailleurs au premier rang des préoccupations des familles, les frais de logement à la troisième place et l'inflation à la cinquième.

Cybersécurité : Le Conseil fédéral et les cantons ont adopté une nouvelle cyberstratégie nationale (CSN), actualisant la feuille de route actuelle. La cyberstratégie détaille les objectifs de protection contre les cybermenaces et les différentes mesures à adopter en lien avec les milieux économiques et les hautes écoles. La CSN s'appuie sur une approche exhaustive basée sur les risques, où les responsabilités et compétences sont clairement définies et portées par toutes les parties prenantes. La stratégie est ainsi mise en œuvre de manière décentralisée et sous responsabilité commune, selon les principes du fédéralisme. Selon Check Point, fournisseur mondial de services de sécurité des systèmes d'information, la Suisse est une cible privilégiée des cyberattaques : elles auraient crû de +61 % en 2022 contre +26 % en moyenne en Europe.

Fret ferroviaire : La Confédération a annoncé son soutien à la construction d'un grand terminal de transbordement dans la région de Milan à hauteur de 66 M CHF, afin d'accélérer le report modal de la route vers le rail. Ce projet n'est pas le premier à bénéficier du soutien de la Suisse, qui a participé au financement de plusieurs terminaux en Italie, Allemagne et Belgique. Le report modal est l'une des préoccupations majeures de l'Office fédéral des transports, puisqu'une part significative du transport international de marchandises entre le Nord et le Sud de l'Europe transite par les Alpes suisses (860 000 véhicules routiers lourds en 2021).

Transport aérien : L'Aéroport de Genève a affiché une nette amélioration de ses comptes en 2022, avec un bénéfice de 46,3 M CHF contre une perte de 90 M CHF en 2021. Sur un an, le nombre de passagers a plus que doublé, passant de 5,9 M en 2021 à 14,1 M en 2022 (+138 %) – un volume toutefois encore inférieur aux 17,9 M de passagers enregistrés en 2019. Le nombre de mouvements a également progressé de +64,4% par rapport à 2021.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Gilles BORDES
Mathilde HEITZ, Pierre-Antoine CADORET, Louise DUSSINE

Pour s'abonner :

berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économiques s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuel : Pixabay